

Les crédits

nouvelles technologies; une aide limitée pour les immobilisations servant à l'outillage ou au réoutillage, à titre exceptionnel; un élément de formation, par l'entremise de Ressources humaines Canada; un changement dans la culture de l'entreprise, peut-être en faveur d'activités telles que la gestion de la qualité totale.

À l'heure actuelle, il existe d'autres activités susceptibles d'être admissibles, mais de moindre importance. Il s'agit d'élaboration de logiciels, de coentreprises, d'acquisitions, de partenariats stratégiques et de fermeture de chaînes ou d'unités de fabrication.

Même si les nouveaux éléments de programmes de contribution comme le PPIMD continueront d'aider des entreprises à trouver de nouveaux débouchés et à mettre au point des technologies à usage double ainsi que des produits commerciaux qui leur permettront d'exploiter ces nouveaux débouchés, nous devons faire preuve de prudence. Comme les députés de tous les partis à la Chambre le savent très bien, les Canadiens veulent que les gouvernements fassent des dépenses judicieuses qui aient un rendement élevé et assurent un maximum d'avantages au coût le moins élevé possible. Ils attendent également que nous nous efforcions le plus possible de créer des emplois à long terme.

Le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense est évidemment l'un des programmes les plus productifs que le gouvernement ait créés à l'intention des entreprises, des employés et des communautés de toutes les régions.

Comme je l'ai dit plus tôt, depuis sa création, il y a 35 ans, le PPIMD a connu des succès nombreux, divers et extraordinaires. Ce programme pourrait être un outil des plus efficaces pour réduire la dépendance des industries canadiennes à l'égard des ventes de matériel de défense et pour accélérer le passage des entreprises, de la production de défense à la réussite commerciale sur les nouveaux marchés mondiaux. Le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense pourra servir de catalyseur à la réalisation de notre réussite économique future.

La population d'Etobicoke—Lakeshore est impatiente de voir ces programmes parmi nous. En tant que Canadiens, nous relèverons ensemble le défi et partagerons les fruits du succès et de la prospérité que mériteront ceux qui répondent aux besoins de nos partenaires en formation un peu partout dans le monde au cours du XXI^e siècle.

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean): Madame la Présidente, j'ai écouté avec attention le discours de notre honorable consoeur. Maintenant, je ne pouvais pas faire autrement, dans ce débat de reconversion, de faire une petite parenthèse sur Oerlikon, naturellement, qui est une compagnie majeure de ma circonscription, et j'aurai une question pour l'honorable consoeur.

Oerlikon est une situation pathétique. Je vous avoue que je vais faire aussi acte de confession. À l'époque, j'étais dans les groupes pacifistes et lorsque Oerlikon est venue s'installer à Saint-Jean, même si on avait 700 emplois, ce qu'on avait prévu comme scénario à long terme était en train de se produire.

• (1520)

C'est-à-dire que lorsque la fabrication d'armement se termine dans une industrie, souvent la compagnie ferme tout simple-

ment ses portes et s'en va ailleurs. Même s'il y a eu des tentatives de diversification, et je vais y revenir, le scénario apocalyptique qu'on craignait est en train de se produire à Saint-Jean. Il reste peut-être un an de fabrication pour stocker des pièces d'équipement dans des entrepôts pour assurer le ravitaillement ultérieur, mais aussitôt que ce sera terminé je pense qu'Oerlikon risque de fermer ses portes.

À une certaine époque, on avait atteint une vitesse de croisière en ce qui a trait à l'emploi. Dans le comté, de 735 emplois reliés à Oerlikon on est passé à 325. À la fin du contrat il en restera zéro.

Je vous rappelle qu'Oerlikon produit des systèmes de défense aérienne à basse altitude, c'est-à-dire des canons qui peuvent répliquer à des avions qui vont envahir le territoire. Avec le changement de conjoncture internationale, effectivement, ces contrats-là n'ont plus aucune valeur. Même si Oerlikon déploie des efforts importants pour essayer de vendre énormément ailleurs dans le monde, je pense qu'aujourd'hui cela n'a plus son utilité. Il ne nous reste que 90 millions pour la dernière année d'opération sur un contrat qui était, à l'époque d'un milliard de dollars. Ensuite il ne restera rien.

Je veux souligner aussi que, malheureusement, le gouvernement fédéral n'a pas fait sa part lorsque Oerlikon a voulu faire une tentative de diversification. Je trouvais qu'il y avait un créneau intéressant à l'époque. Ils voulaient diversifier 25 p. 100 de leur production vers l'environnement par traitement au laser. C'était quelque chose d'intéressant du point de vue de la diversification. Malheureusement, le gouvernement fédéral n'a pas apporté son soutien à cette diversification.

Je dis oui à mon honorable consoeur pour le programme DIPP, mais est-ce que la solution ne résiderait pas plutôt dans un fonds de reconversion industrielle? Est-ce que ma consoeur pourrait s'engager, à l'intérieur de son parti, à défendre cette thèse d'un fonds de reconversion industrielle pour le militaire? Effectivement il y a des cerveaux intéressants là-dedans, il y a des ressources humaines fort intéressantes et il y a de l'argent aussi en termes d'infrastructures. Il y a donc moyen de capitaliser sur cet immense potentiel humain et sur celui des infrastructures.

Peut-elle au moins nous faire savoir si elle peut sensibiliser son caucus au fait que la solution réside beaucoup plus, au niveau de la diversification, dans un fonds de reconversion industrielle qui s'adresse aux industries militaires?

[Traduction]

Mme Augustine: Madame la Présidente, le député a peut-être dressé brièvement un tableau historique, mais ce tableau date d'avant le gouvernement actuel.

Oerlikon est actuellement à la recherche de marchés d'exportation. Le ministre actuel lui accorde de l'aide pour s'assurer qu'elle diversifie le plus possible sa production et qu'elle étudie toutes les possibilités qui s'offrent à elle.

Le gouvernement appuie pleinement tous les efforts de commercialisation. Il est prêt à examiner tous les projets et il collabore avec toutes les entreprises pour les aider à présenter le plus grand nombre possible de projets de diversification.

[Français]

M. Antoine Dubé (Lévis): Madame la Présidente, il me fait plaisir, à titre de député de Lévis d'intervenir dans ce débat